

## **Transformer fondamentalement l'OMC: les politiques mêmes de l'OMC ont provoqué sa crise existentielle, que la crise du COVID-19 n'a fait qu'amplifier**

28 avril 2021

Chers chefs d'État :

Dans tous les pays du monde, le régime d'hyper-mondialisation du commerce, des investissements et des chaînes d'approvisionnement que l'Organisation mondiale du commerce (OMC) a défendu et mis en place au cours de ses 25 années d'existence est sur le point de s'effondrer. La pandémie de COVID-19 a révélé comment le modèle de l'OMC exacerbe l'insécurité, l'inégalité et l'instabilité. Des règles commerciales internationales légitimes devraient faciliter l'amélioration des moyens de subsistance, de la santé et du bien-être de tous les peuples du monde et la survie à long terme de la planète. Le système de l'OMC n'a pas atteint ces objectifs : Il n'a jamais été adapté à ses objectifs et ne l'est certainement pas aujourd'hui.

Ce constat intervient à un moment où l'OMC est confrontée à une crise existentielle car, non seulement elle n'a pas réussi à améliorer la vie des gens, mais dans de nombreux pays, elle a causé des dommages importants en donnant aux intérêts des entreprises pharmaceutiques, agroalimentaires, financières et autres des pays à revenu élevé le pouvoir de dominer les économies, au détriment des travailleurs des pays à revenu élevé et faible. Ses fonctions de négociation et d'application sont paralysées, et les divisions sont mises en évidence par le départ prématuré de l'ancien directeur général de l'OMC.

Nous, les organisations syndicales, environnementales, de consommateurs et autres soussignées, appelons à la transformation de l'OMC en un cadre de commerce international entièrement nouveau et adapté au 21<sup>e</sup> siècle - ce qui implique de placer les gens et la planète au premier plan.

Cette exigence n'est pas nouvelle. Comme nous l'avions prédit en 1995, l'OMC a établi des règles pour l'économie mondiale qui profitent principalement aux grandes sociétés transnationales au détriment des économies nationales et locales, des travailleurs, des agriculteurs et des peuples indigènes, de notre santé et sécurité, et de l'environnement. Sans un plancher de protection du travail, un nivellement par le bas a réprimé la croissance des salaires et augmenté le travail précaire. Les crises du climat, de la biodiversité et de la pauvreté ont été ignorées, les solutions nécessaires étant limitées par les règles du "commerce". Il en va de même pour l'augmentation documentée des inégalités au sein des pays et entre eux, car les gouvernements ont été privés d'outils essentiels pour assurer le bien-être de leurs populations et faire face aux effets négatifs de l'hyper-mondialisation.

Aujourd'hui, les chaînes d'approvisionnement fragiles et profondément intégrées créées par les règles de l'OMC au cours des dernières décennies ont sapé la lutte de nombreux pays contre la pandémie mondiale de COVID-19. Dans le monde entier, les pays ne peuvent pas fabriquer ou obtenir des masques, des kits de test, des ventilateurs, des médicaments et autres équipements nécessaires. Cela est dû au fait que des décennies de règles de l'OMC ont donné la priorité aux demandes des grandes entreprises de concentrer la production mondiale afin de maximiser leurs profits et ont interdit aux pays d'utiliser des outils politiques pour garantir la capacité de production locale et la diversité des fournisseurs d'importation. Les règles de l'OMC en matière de propriété intellectuelle, qui sont conçues pour maximiser les profits des sociétés pharmaceutiques plutôt que la santé publique, ont fait augmenter les prix des médicaments qui sont essentiels pour combattre

la COVID-19 dans de nombreux pays et pourraient devenir un obstacle à l'accès équitable et universel aux vaccins et aux traitements.

L'OMC elle-même est en train de se fracturer. L'ancien directeur général est parti du jour au lendemain. Le système de règlement des différends de l'OMC a déraillé fin 2019. Ses instances ont souvent statué que les gouvernements devaient modifier des politiques publiques légitimes destinées à promouvoir la santé publique, encourager le développement, protéger l'environnement et lutter contre la crise climatique, sous peine de sanctions commerciales potentiellement paralysantes. La fonction de négociation de l'organisation est mise sous pression depuis la première tentative ratée de lancer un nouveau cycle de négociations à la réunion ministérielle de Seattle en 1999. Les demandes des pays en développement ont été ignorées, mais les tentatives des pays riches d'imposer un programme auquel la plupart des pays s'opposent ont également échoué. Puis, un cycle dit de "développement" de Doha a été lancé en 2001, invoquant la nécessité de s'unir face aux attaques du 11 septembre aux États-Unis. On a promis aux pays en développement que leur besoin de mettre le commerce au service du développement serait central, mais au cours des 19 années qui ont suivi, le même programme d'expansion auquel la plupart des pays se sont toujours opposés a été priorisé et le programme de développement a été mis de côté.

À la lumière du dysfonctionnement de l'OMC, les pays riches et puissants ont eu recours à des négociations plurilatérales de nouvelles règles qui donnent la priorité aux droits et profits des entreprises. Ces règles se heurtent à une forte opposition, qu'elles soient promues à l'OMC ou ailleurs, et leurs échecs constituent une preuve supplémentaire d'un paradigme qui n'a aucune légitimité. L'accord sur le commerce des services (TiSA) et le partenariat transatlantique pour le commerce et l'investissement (TTIP) se sont totalement effondrés ; le partenariat transpacifique (TPP) n'a pas pu obtenir la majorité du Congrès américain pendant l'année qui a suivi sa signature et les États-Unis en sont restés en dehors ; et l'Inde s'est retirée du partenariat économique régional global (RCEP), pour ne citer que quelques exemples.

Au lieu de tirer les leçons de ces erreurs, ou de reconnaître le gouffre qui sépare les résultats promis de la réalité, les intérêts de l'OMC redoublent de puissance pour continuer à pousser la même chose. Dans ce qui semble être une parodie de la parabole selon laquelle, lorsqu'on ne voit que des clous, la réponse est toujours un marteau, la réponse de l'OMC à la COVID-19 est de maintenir et d'étendre les mêmes politiques de libéralisation qui ont échoué, y compris un nouveau pacte de suppression des droits de douane pour les produits liés à la COVID-19, totalement contre-productif. Tout au long de la pandémie, les négociations se sont poursuivies pour limiter la réglementation intérieure du secteur des services, alors même que la concentration des entreprises de services constitue un obstacle majeur à l'acquisition et à la distribution rapides et rentables de biens essentiels. Les négociations visant à limiter la réglementation et le contrôle des investisseurs étrangers se poursuivent, malgré la nécessité évidente de diversifier la production d'équipements de protection individuelle (EPI) et de médicaments. Les négociations qui permettraient aux grandes technologies de mieux contrôler les données des citoyens et l'économie numérique, que les pays membres de l'OMC ont explicitement rejetées, se poursuivent alors que la plupart des citoyens et des gouvernements réclament à cor et à cri des contrôles sérieux sur les grandes technologies et leur contrôle non justifié des données.

Cet échec ne peut plus être ignoré. L'organisme commercial mondial d'origine - l'Organisation internationale du commerce qui a été envisagée dans la Charte de La Havane de 1948 en réponse aux horreurs et au chaos de la Seconde Guerre mondiale - s'est concentré sur le plein emploi, la limitation de la concentration des entreprises, la concurrence loyale, la protection des travailleurs et les normes visant à garantir que les politiques monétaires et autres politiques connexes ne faussent pas le commerce. Cette vision très différente d'un système commercial mondial fondé sur des règles - actualisé pour tenir compte de la crise climatique, des inégalités systémiques et du pouvoir inexplicable des grandes technologies - reste réalisable, mais seulement si les pays conviennent que les règles du commerce mondial sont censées fonctionner pour les gens du monde entier, et non pour les plus grandes entreprises du monde.

Le choix n'est pas entre le statu quo ou l'absence de commerce. C'est un homme de paille colporté par ceux qui ne veulent rien changer. Le changement est en train de se produire. La question est de savoir quel cadre multilatéral peut être inclusif, promouvoir une réelle durabilité, les droits humains et la prospérité pour tous, et offrir les avantages d'un commerce élargi à la plupart des gens, tout en offrant à nos représentants élus l'espace politique nécessaire pour promouvoir l'intérêt public. [Les principes de Genève pour un Green New Deal mondial](#) en sont un exemple.

Nous appelons les gouvernements à saisir cette opportunité de changement transformationnel.

#### *Organisations Régionales et Internationales*

- 1 ActionAid International
- 2 Africa Development Interchange Network (ADIN)
- 3 Alternative Information & Development Centre (AIDC)
- 4 Americas Program/MX
- 5 Amigos de la Tierra América Latina y el Caribe ATALC
- 6 Arab NGO Network for Development (ANND)
- 7 Association des femmes Educatrices pour la promotion des droits HUMAINS
- 8 Caribbean Policy Development Center (CPDC)
- 9 Center for International Environmental Law
- 10 Centre du Commerce International Pour le Développement (CECIDE)
- 11 Compassion in World Farming
- 12 Council of Africa - Conseil de l'Afrique
- 13 CRASH (Coalition for Research and Action for Social Justice and Human Dignity)
- 14 DAWN (Development Alternatives with Women for a New Era)
- 15 Education Intrnational
- 16 Foodwatch international
- 17 Friends of the Earth International
- 18 Greenpeace
- 19 Gret

20	IndustriALL Global Union
21	International Transport Workers' Federation (ITF)
22	ITUC
23	IUF/UITA/IUL
24	Observatorio de la riqueza padre Pedro Arrupe
25	Ong MEC
26	Ong-Lutte Contre la Migration Clandestine
27	Pacific Network on Globalisation (PANG)
28	PIANGO
29	Public Services International (PSI)
30	Réseau Foi & Justice Afrique Europe antenne France
31	SOL (Alternatives agroécologiques et solidaires)
32	Stop TiSA - Genève
33	Tchad Agir Pour l'Environnement (TCHAPE)
34	The United Methodist Church - General Board of Chu
35	Third Word Network-Africa (TWN-Africa)
36	Trade Collective
37	UNICOM
38	Wellbeing Economy Alliance (WEAll)

### *Organisations Nationales*

39	Alternative Information and Development Centre (AIDC)	Afrique du Sud
40	Congress of South African Trade Unions (COSATU)	Afrique du Sud
41	Institute for Economic Justice	Afrique du Sud
42	National Public Service Workers Union (NPSWU)	Afrique du Sud
43	South Durban Community Environmental Alliance	Afrique du Sud
44	Kirchliche Arbeitsstelle Südliches Afrika (KASA)	Allemagne
45	Amigos de la Tierra Argentina	Argentine
46	CTA Autónoma	Argentine
47	Instituto del Mundo del Trabajo	Australie
48	ActionAid Australia	Australie
49	Australian Arts Trust / Music Trust	Australie
50	Australian Council of Trade Unions (ACTU)	Australie
51	Australian Fair Trade and Investment Network	Australie
52	Catholics in Coalition for Justice and Peace	Australie
53	Community and Public Sector Union (SPSF)	Australie
54	GeneEthics	Australie
55	New South Wales Retired Teachers' Association	Australie
56	NSW Nurses and Midwives' Association	Australie

57	NSW Teachers Federation	Australie
58	Public Health Association of Australia	Australie
59	SEARCH Foundation	Australie
60	South Coast Labour Council	Australie
61	Sutherland Shire Environment Centre	Australie
62	Anders Handeln Austria	Autriche
63	Arbeiterkammer Österreich	Autriche
64	Austrian Trade Union Federation	Autriche
65	PRO-GE	Autriche
66	Bahrain Transparency Society	Bahreïn
67	Bangladesh Krishok Federation	Bangladesh
68	COAST Trust	Bangladesh
69	11.11.11, Belgium	Belgique
70	A CONTRE-COURANT	Belgique
71	ACV Puls	Belgique
72	Centre national de coopération au développement (CNCD-11.11.11)	Belgique
73	CNE	Belgique
74	Confédération des Syndicats Chrétiens	Belgique
75	Mouvement DEMAIN	Belgique
76	Fundación InternetBolivia.org	Bolivie
77	Gestos (soropositividade, comunicação, gênero)	Brésil
78	Jubileu Sul Brasil	Brésil
79	RESOCIDE	Burkina Faso
80	Syndicat autonome des infirmiers infirmières du Burkina (SAIB)	Burkina Faso
81	Confédération des Syndicats Autonomes du Cameroun (CSAC)	Cameroun
82	SYNATEEC	Cameroun
83	Canadian Centre for Policy Alternatives	Canada
84	Canadian Union of Public Employees (CUPE)	Canada
85	Common Frontiers	Canada
86	Council of Canadians - Le Conseil des Canadiens	Canada
87	Fédération interprofessionnelle de la santé du Québec-FIQ	Canada
88	Group of 78	Canada
89	HIV Legal Network	Canada
90	Réseau québécois sur l'intégration continentale (RQIC)	Canada
91	Trade Justice Network	Canada
92	Trade Justice Prince Edward Island	Canada
93	Observatorio de victimas	Colombie
94	Sintracuavalle	Colombie
95	Korean Public Service and Transport Workers' Union (KPTU)	Corée
96	ARDPC	Côte d'Ivoire

97	Plateforme Nationale des organisations professionnelles du secteur public de Côte d'Ivoire	Côte d'Ivoire
98	Centro de Documentación en Derechos Humanos "Segundo Montes Mozo SJ" (CSMM)	Equateur
99	FEDAEPS	Equateur
100	Jubileo 2000 Red Ecuador	Equateur
101	CIG. CONFEDERACIÓN INTERSINDICAL GALEGA	Espagne
102	AFL-CIO	États Unis
103	Campaign for America's Future	États Unis
104	Citizens Trade Campaign	États Unis
105	Democratic Socialists of America, International Committee, Economics and Trade	États Unis
106	Fair World Project	États Unis
107	Food & Water Watch	États Unis
108	International Center for Technology Assessment	États Unis
109	National Family Farm Coalition	États Unis
110	NETWORK Lobby for Catholic Social Justice	États Unis
111	Presbyterian Church (USA), Office of Public Witness	États Unis
112	Public Citizen	États Unis
113	Sierra Club	États Unis
114	United Electrical, Radio and Machine Workers of America (UE)	États Unis
115	Win Without War	États Unis
116	Ethiopian Society for Consumer Protection - ETHIOSCOP	Ethiopie
117	IBON Foundation	Philippines
118	Ladlad Caraga Incorporated	Philippines
119	ActionAid France	France
120	Bio consom'acteurs	France
121	Comité Français pour la Solidarité Internationale (CFSI)	France
123	Femme pour l'éducation la santé et l'environnement	France
124	GÉNÉRATIONS FUTURES	France
125	Fédération Libre des Agents des Collectivités Locales du Gabon (FAL)	Gabon
126	Consumer Association the Quality of Life-EKPIZO	Grèce
127	PAPDA	Haïti
128	Marshall Islands Council of Non-Governmental Organizations (MICNGOS), PIANGO, FELA, FLMMA	Iles Marshall
129	All India Union of Forest Working People (AIUFWP)	Inde
130	IT For Change	Inde
131	Indonesia for Global Justice	Indonésie
132	Galway One World Centre	Irlande
133	Confederazione Generale Italiana del Lavoro (CGIL)	Italie

134	Fairwatch	Italie
135	Jamaica Association of Local Government Officers	Jamaïque
136	Jamaica Confederation of Trade Unions	Jamaïque
137	Pacific Asia Resource Center (PARC)	Japon
138	Policy Analysis and Research Institute of Lesotho	Lesotho
139	National Health Workers' Union of Liberia (NAHWUL)	Libéria
140	EMPOWER Malaysia (Persatuan Kesedaran Komuniti Selangor)	Malaisie
141	Positive Malaysian Treatment Access & Advocacy Group (MTAAG+)	Malaisie
142	Federation des syndicats du secteur public /ISP	Mali
143	3 CM	Mauritanie
144	ACORD MAURITANIE	Mauritanie
145	Association des Retraités (ARGEND)	Mauritanie
146	Association Mauritanienne pour le bien etre de la femme et de l'enfant	Mauritanie
147	Center for Alternative Research and Studies (CARES)	Mauricio
148	Federation of Democratic Labour Unions (FDLU)	Mauricio
149	Federation of Local Govt and Other Labour Unions (FLGOLU)	Mauricio
150	Mauritius Trade Union Congress	Mauricio
151	Migration and Sustainable Development Alliance (MSDA)	Mauricio
152	State Employees Federation	Mauricio
153	Bia líi, Asesoría e Investigación, A.C	Mexique
154	Nauru Island Association of NGOs	Nauru
155	GEFONT	Népal
156	Red Nicaragüense de Comercio Comunitario RENICC	Nicaragua
157	Africa Network for Environment and Economic Justice, ANEEJ	Nigeria
158	Attac Norway	Norvège
159	Handelskampanjen	Norvège
160	Spire	Norvège
161	FIRST Union	Nouvelle Zélande
162	It's Our Future NZ	Nouvelle Zélande
163	New Zealand Alternative	Nouvelle Zélande
164	ICT4D Uganda	Ouganda
165	Southern and Eastern Africa Trade Information and Negotiations Institute	Ouganda
166	Southern and Eastern Africa Trade Information and Negotiations Institute	Ouganda
167	Southern and Eastern Africa Trade Information and Negotiations Institute (SEATINI)-Uganda	Ouganda
168	Women's Probono Initiative (WPI)	Ouganda
169	NOOR PAKISTAN	Pakistan

170	Pakistan Kissan Mazdoor Tehreek (PKMT)	Pakistan
171	Roots for Equity	Pakistan
172	FENASEP	Panama
173	Project Sepik	Papouasie-Nouvelle-Guinée
174	FNV National Trade Union	les Pays-Bas
175	Handel Anders! coaltie	les Pays-Bas
176	Platform Aarde Boer Consument	les Pays-Bas
177	StoereVrouwen	les Pays-Bas
178	TTIP, CETA and agriculture coalition	les Pays-Bas
179	WILPF NL	les Pays-Bas
180	ATTAC Hungary Association	les Pays-Bas
181	FED CUT ESSALUD	Pérou
182	Institute of Global Responsibility (IGO)	Pologne
183	Global Justice Now	Royaume-Uni
184	War on Want	Royaume-Uni
185	Ekumenická akademie (Ecumenical Academy)	République tchèque
186	CESTA Amigos de la Tierra El Salvador	le Salvador
187	Ole Siosiomaga Society Incorporated (OLSSI)	Samoa
188	Confédération des Syndicats Autonomes du Sénégal	Sénégal
189	Support for Peace and Education Developmnt Program (SPEDP)	Soudan du sud
190	Association for Proper Internet Governance	Suisse
191	Bread for all	Suisse
192	Coalition suisse de la diversité culturelle	Suisse
193	FIAN Switzerland	Suisse
194	Public Eye	Suisse
195	HakiMadini	Tanzanie
196	Tanzania Organization for Agricultural Development (TOfAD)	Tanzanie
197	La'o Hamutuk	Timor-Leste
198	Amigos de la Tierra (FoE) Uruguay	Uruguay
199	Vanuatu Human Rights Coalition ( VHRC)	Vanuatu
200	Coalición de Tendencia Clasista (CTC-VZLA)	Venezuela
201	SCODE	Vietnam
202	Zimbabwe Urban Councils Workers Union	Zimbabwe